



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

N°4 Avril 2024
DU SECTEUR SOCIAL


Quand le gouvernement crie Haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain.

On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les famines commandées aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

.....

Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail. Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.





Brèves



Les assistantes sociales (ASS) de l'éducation nationale (EN) aussi !

Après une mobilisation réussie et dynamique, 1/3 des ASS de l'EN étaient présentes le 22/03 à Paris. Elle demande le Segur, des revalorisations salariales et plus de moyens pour accompagner les enfants victimes de harcèlement et de violences scolaires.

Relevant la tête et montrant une capacité de regroupement, leur intersyndicale appelle à la grève nationale de l'ensemble du travail social le 04 avril prochain !

Tou.tes ensemble pour un travail social émancipateur et anticapitaliste !

Grand retour de la lutte du social ce 4 avril 2024

Alors que le 7 décembre 2021 était énorme, ce 4 avril annonce la couleur avec plus de 60 rassemblements partout en France ! La vapeur ne retombe pas et la colère des collègues s'organise dans le sens de la grève. Ici et là on a bien compris que seule la lutte paie et qu'il faudra organiser d'autres 7 décembre et d'autres 4 avril. Cette colère est la preuve de la violence de classe que nous vivons au quotidien.

La grève et la mobilisation appartient à toutes et à tous, elles permettent l'expérience et l'émancipation de notre quotidien au travail ! Alors, pour de meilleures conditions de vie, de travail et d'accompagnement, organisons la lutte et donnons nous les moyens d'obtenir une autre société sans capitalisme et violence de classe.

Un mouvement d'ensemble indispensable !

La semaine du 1er avril, l'Education Nationale, la Poste, le social et médico-social, la RATP, appellent les salarié.es à la grève, mais toujours aucune proposition d'un mouvement national. Alors discutons partout dans nos services, dans les assemblées générales pour construire ce qui ne vient toujours pas des directions syndicales nationales : un plan de bataille pour gagner !!

A Ocellia Echirolles, une direction revancharde

L'an dernier pendant le mouvement de grèves interpro contre la réforme des retraites, une mobilisation importante avait eu lieu dans cette école alliant rejet de cette réforme et revendications locale pour des postes, des moyens et de nouveaux droits. Par la mobilisation pendant plusieurs mois et de manière acharnée, elles ont obtenu l'augmentation du budget H+ et également l'accès au repas CROUS pour une partie des étudiant.e.s. Pour cela, elles et ils ont du organiser une 20aine de piquet de grève et plusieurs blocages de l'établissement, imposer des négociations à la direction de l'établissement et même de la direction générale située à Lyon, tout cela sous le contrôle d'assemblée Générale massive qui était soutenu par la majorité des étudiant.es. Dans la bataille, l'ancien directeur a perdu son poste... pour être remplacée en septembre par une directrice de transition, dont l'axe principal est de faire revenir l'ordre. Finis la contestation, finis la démocratie étudiante s'opposant à la perte de sens et au management agressif, finis les collages d'affiches et les méchantes distributions de tracts !

C'était sans compter la persévérance des militant.e.s de l'école et de leurs soutiens, contre qui la directrice de transition a appelé la police à 3 reprises pour avoir osé appeler à la grève le 8 mars puis le 4 avril ! Certain.e.s étudiant.e.s l'ont rencontré à cette occasion : c'est donc ça la bonne distance et l'importance de la rencontre dans la relation éducative, version Ocellia.

Alors ensemble, par la grève, les manif et les Assemblées Générales, continuons à montrer à tous ces patrons et à leurs méthodes brutales et honteuses, que c'est nous qui travaillons et étudions, c'est donc nous qui décidons !

